

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 26 – 30 juin 2022.

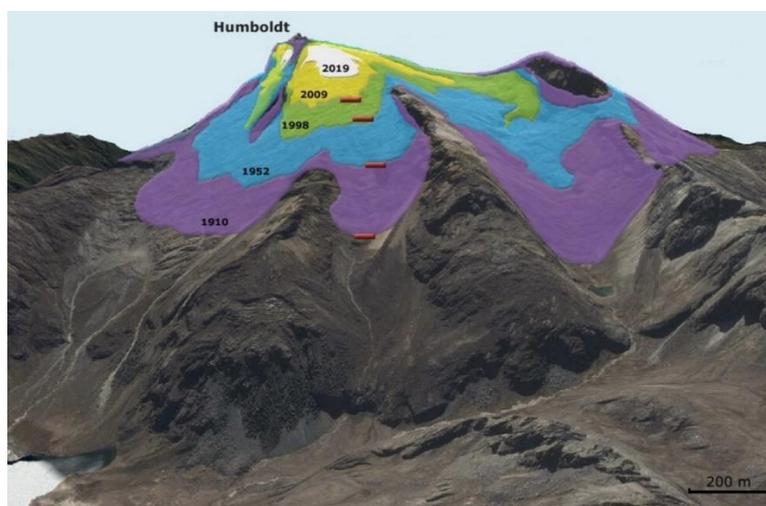
En bref

Selon l'Institut national des parcs (INPARQUES) du Venezuela, le pays pourrait être le premier à perdre entièrement ses glaciers à cause du dérèglement climatique. La Sierra Nevada du Venezuela possédait auparavant plusieurs glaciers qui formaient une masse continue de glace. Toutefois, ces glaciers se sont fragmentés à cause du dérèglement climatique et des activités humaines (dépendance aux hydrocarbures et déforestation). Il ne reste désormais plus que le Pic Humboldt, qui est aussi en train de disparaître : il est passé d'une superficie équivalente à 300 terrains de football, à une superficie de 5 terrains. Les Andes tropicales abritent près de 99% des glaciers au niveau mondial. Les autres pays d'Amérique latine sont également menacés par la fonte des glaciers, nécessaires au maintien des écosystèmes.

LE CHIFFRE À RETENIR

1^{ER}

Le Venezuela serait le premier pays à perdre entièrement ses glaciers du fait du dérèglement climatique.



Source : National Geographic

Zoom sur

La Commission de la vérité, qui a été créée dans le cadre des accords de paix signés par les FARC et le gouvernement en 2016, a présenté ce mardi 28 juin son rapport final après plus de trois ans de recherches. L'objectif de la Commission est d'enquêter et d'informer sur les crimes commis durant le conflit, afin d'aider à la reconstruction du pays après presque un demi-siècle de guerre civile. Sa tâche principale est l'écoute apportée aux victimes, aux responsables et aux témoins du conflit armé. Ainsi, près de 28 000 personnes ont été écoutées afin de retracer l'histoire et les causes de la guerre. Le rapport fait état des crimes commis, et propose des réflexions sur la paix et la démocratie. Il émet aussi des recommandations pour reconstruire la Colombie dans la paix. La Commission préconise ainsi de créer un Ministère de la Paix et de la Réconciliation, de mettre en place une réelle négociation avec le groupe armé ELN, de réfléchir à une politique mémorielle pour aider le pays à se reconstruire et à ne pas répéter les erreurs du passé, de reconnaître et accompagner les victimes, ou encore de réformer le régime politique afin qu'il représente davantage les communautés locales et la diversité.



BOLIVIE

Le gouvernement crée l'entreprise publique Kokaboli pour l'industrialisation de la feuille de coca

Selon le président Luis Arce, l'objectif de cette nouvelle entreprise est de mener des recherches sur la feuille de coca et autres plantes médicinales en vue de développer une industrie chimique. Pour rappel, la Bolivie, après le Pérou et la Colombie, est l'un des principaux producteurs de feuille de coca avec 29 400 ha cultivés en 2020, principalement dans les zones de El Chapare (Cochabamba) et Yungas (La Paz).

Le vice-ministère consacré aux minerais technologiques au sein du ministère des Mines et de la Métallurgie a été mis en place.

Cette nouvelle administration, dont le premier titulaire est Juan Carvajal, sera chargée de l'industrialisation des minerais, qui connaissent une forte demande de la part des industries de haute technologie. Cela inclut l'indium, le gallium, le germanium, le cobalt, le nickel et les « terres rares ». Cette action répond aux priorités du Plan de développement économique et social 2021-2025 qui prône l'industrialisation des ressources naturelles en vue de la substitution des importations. Une création qui fait suite à des annonces sur le sujet du président Luis Arce. Il rappelait la nécessité pour le pays de s'attaquer à l'administration des terres rares et expliquait que son gouvernement

préparait une proposition en ce sens, portant notamment sur les royalties de ce secteur.

COLOMBIE

Gustavo Petro choisit son nouveau Ministre des Finances.

José Antonio Ocampo a été choisi ce jeudi 30 juin comme nouveau Ministre des Finances et du Crédit public, après avoir été nommé coordinateur durant l'empalme (période de transition entre les gouvernements d'Ivan Duque et Gustavo Petro). Cette nomination devrait rassurer les marchés financiers, J. Ocampo étant l'un des économistes les plus reconnus de Colombie. Ancien Ministre de l'Agriculture et du Développement rural (1993-1994), ainsi que des Finances et des Comptes Publics (1996-1998), il a également occupé des postes dans des instances internationales : il a été secrétaire général adjoint du département des affaires économiques et sociales à l'ONU (plus haute position atteinte par un Colombien dans la hiérarchie de l'ONU) et directeur exécutif de la CEPAL. Il était récemment co-directeur de la Banque centrale colombienne (2017-2019). Il sera notamment chargé de mettre en œuvre une réforme fiscale ambitieuse permettant de donner à l'Etat les moyens de lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Gustavo Petro propose la création d'un fonds de compensation énergétique à l'UE.

Le nouveau président a récemment rencontré



les représentants de l'Union Européenne en Colombie. Dans ce cadre, il a proposé la création d'un fonds mondial de compensation énergétique, à travers lequel les pays producteurs d'énergies fossiles recevraient une rémunération pour ne pas les exploiter. dans l'objectif de les aider à se tourner vers d'autres alternatives plus respectueuses de l'environnement. La Colombie, qui produit actuellement environ 745 000 b/j de pétrole, est encore largement dépendante du charbon et du pétrole pour ses exportations et ses finances publiques.

Plus de 60 000 personnes ont été déplacées de force sur les 12 derniers mois.

Selon le Défenseur du Peuple, 60 000 personnes appartenant à 20 600 familles ont dû fuir leurs lieux de vie depuis juin 2021, notamment du fait des groupes armés illégaux. Sur l'année, on recense 147 événements de déplacement massif. Ils concernent majoritairement les communautés noires (42%), les populations indigènes (25%) et les populations paysannes (33%). Ces déplacements sont principalement liés à la permanence du conflit armé (présence de groupes armés, différends sur les terrains).

ÉQUATEUR

Le FMI approuve le décaissement de 1 Mds USD.

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement de 1 Mds USD au titre de la 4ème et de la 5ème revue du programme en

cours (6,5 Mds USD sur 27 mois), malgré un écart dans le solde budgétaire à la fin décembre 2021. Ce dernier était provoqué par des erreurs statistiques dans les obligations de l'Etat vers la sécurité sociale, que le gouvernement équatorien s'engage à corriger. Le dernier décaissement de 700 MUSD devrait avoir lieu à la fin de l'année.

La production pétrolière baisse de 53%.

La production de pétrole s'est établie à 234.486 barils de pétrole par jour, soit une baisse de 53% par rapport à la production du 12 juin dernier (499 000 barils), à la veille du début des manifestations indigènes. Petroecuador a activé la clause de force majeure prévue dans les contrats, ce qui lui permet de suspendre les exportations de pétrole de type «crudo oriente» et de reprogrammer les livraisons.

GUYANA

Les puissances asiatiques s'intéressent au développement économique du pays.

La Chine et l'Inde renforcent progressivement leurs relations économiques avec le Guyana. Les échanges commerciaux avec la Chine s'élèvent ainsi à 710 MUSD en 2022 (contre 500 MUSD en 2021) et sont tirés par le développement des industries pétrolières et gazières dans le pays. La Chine participe également à la mise en place de nombreuses infrastructures dans le pays (aéroports, services de santé, etc). L'Inde fait de même : ce vendredi 24 juin, elle a signé avec le



Guyana un contrat pour la construction d'infrastructures routières. La manne pétrolière du Guyana attire ainsi de nombreux pays désireux de développer des relations bilatérales renforcées.

Le Guyana fait partie des 3 pays des Caraïbes pouvant produire plus de 50% de sa propre nourriture.

Selon le président de la Banque Caribéenne de Développement, le Guyana est en mesure de produire plus de 50% de sa propre nourriture. La région caribéenne est traditionnellement très dépendante de ses importations alimentaires: entre 80 et 90% de la nourriture consommée est importée. Seulement le Guyana, le Belize et Haïti arrivent à produire plus de la moitié de leur consommation. La région a pour objectif de réduire ses importations alimentaires de 25% d'ici 2025.

PÉROU

Le gouvernement devra refaire un nouvel appel d'offres pour l'achat de fertilisants.

Le ministre de Développement Agraire (Midagri) a annoncé que le deuxième appel d'offres pour l'achat d'urée organisé par Agro Rural (organisme technique) devra être annulé, après la constatation de plusieurs irrégularités dans le processus de la part de la Contraloría (la cour des comptes). La Contraloría a notamment remarqué que l'offre gagnante de la brésilienne MF Fertilizantes conditionne le premier envoi

d'urée au paiement de la part d'Agro rural. Cela contrevient au cahier de charges qui exige un premier envoi après la notification du gagnant. MF Fertilizantes, qui propose la tonne d'urée à 760 USD, est un broker qui a été choisi au détriment de producteurs avec des offres économiques moins chères. En outre, la presse a publié des enregistrements laissant planer un doute de corruption dans le processus d'appel d'offres. Face à ces révélations, le ministre Andrés Alencastre (nouvellement nommé à la suite de l'échec du premier appel d'offres également entaché d'irrégularités), a annoncé que le ministère poursuivra tous les fonctionnaires responsables du processus.

Les autorités sont en désaccord quant à la mise en opération d'un deuxième terminal à l'aéroport de Lima.

La compagnie LAP, qui opère l'aéroport de Lima, indique que la construction de la nouvelle tour de contrôle et de la nouvelle piste d'atterrissage présente un avancement de 96%. La construction d'un deuxième terminal de passagers est également en bonne voie et devrait être achevée en janvier 2025. Ce chantier représente un investissement de 1,6 Mds USD et permettra d'accueillir 22 M de passagers. La bascule entre les 2 terminaux était initialement prévue en 2025 mais LAP propose, au vu notamment du contexte du secteur aérien, de phaser la construction du nouveau terminal, et d'opérer temporairement, avec les deux terminaux. Cela porte la capacité de l'aéroport à 37 M de passagers (l'actuel terminal, prévu pour 15 M de passagers, en gère 23M). Le ministère des Transports (MTC) et LAP ont signé un accord en ce sens, basé sur un avis



d'Ositrán (régulateur du secteur transports), qui permettait cette possibilité à condition de modifier le Plan de développement aéroportuaire (PDA). Or, cette dernière condition n'ayant pas été respectée, Ositrán comme la Contraloría alertent sur une possible irrégularité par rapport au contrat MTC-LAP. Le MTC doit se prononcer sur ce sujet avant le 10 juillet, avec la possibilité de revenir sur l'accord.

SURINAME

Les prix aux consommateurs ont augmenté de 55,6% en mai 2022 comparé à mai 2021.

Cela représente une hausse de +1,5% par rapport aux prix d'avril 2022. Les secteurs les plus affectés sont les transports (+7%) et les fruits et légumes (+6,5%). L'inflation risque de rester à un niveau élevé, voire de continuer à augmenter. Cela s'explique notamment par la conjoncture internationale. Le Suriname importe de nombreux produits de base depuis l'Ukraine, ce qui se reflète dans les prix et dans la disponibilité.

Le Club de Paris valide une aide pour réduire l'endettement du pays.

Le Club de Paris, qui réunit des créanciers dont l'objectif est d'aider les pays endettés, a décidé le 22 juin d'apporter une aide afin de permettre au pays de restructurer sa dette publique extérieure. Cette dernière se situait à 125% du PIB fin 2021 (contre 148% fin 2020). Cet appui viendra en support de l'Extended Fund Facility

accordé par le FMI au Guyana le 22 décembre dernier.

VENEZUELA

Sommet du G7 : La France demande à ce que le pétrole vénézuélien revienne sur le marché pour lutter contre les sanctions vers la Russie.

Lors du Sommet du G7 à Elmau en Allemagne, le président Macron a émis le souhait que le Venezuela et l'Iran puissent revenir sur le marché du pétrole, afin de lutter contre la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre en Ukraine. Le Venezuela et l'Iran sont tous les deux soumis à des sanctions économiques de la part des Etats-Unis et sont donc largement limités dans leurs exportations d'hydrocarbures. Cette annonce intervient dans un contexte de réchauffement progressif des relations entre les Etats-Unis et le Venezuela. Une délégation des Etats-Unis est ainsi arrivée ce lundi au Venezuela afin de travailler sur l'agenda bilatéral entre les deux pays, initié le 5 mars dernier. Nicolas Maduro a annoncé dans la foulée que le Venezuela était prêt à accueillir les entreprises françaises productrices de pétrole et de gaz.

Le prix du pétrole vénézuélien se situe au-dessus de 88 USD le baril en mai.

Le prix du brut Merey (la référence internationale du pétrole du Venezuela) a



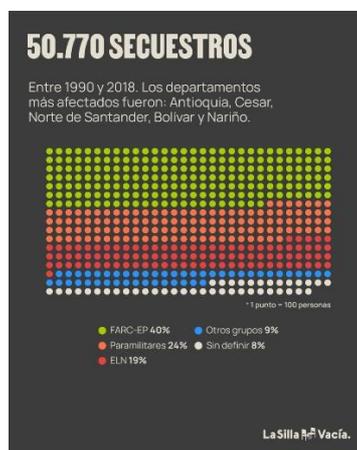
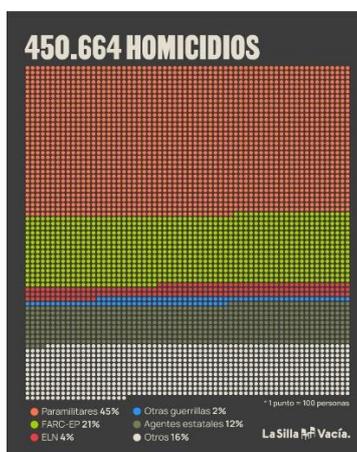
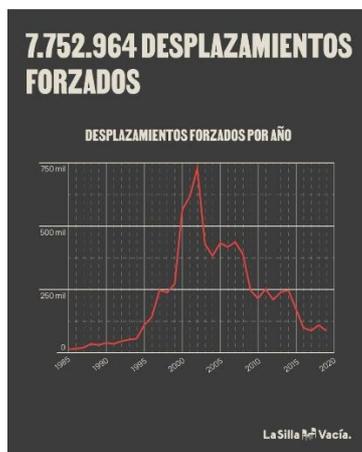
dépassé les 88 USD/baril en moyenne en mai, soit une augmentation de +5,6% par rapport à avril. Le prix reste inférieur de 23% (soit 25 USD) à la moyenne des prix des bruts de l'OPEP, du fait de la densité du pétrole vénézuélien et des réductions que PDVSA doit réaliser pour vendre sa production sur les marchés asiatiques. Toutefois, les revenus de l'entreprise ont augmenté de 69% depuis le début de l'année 2022 (par rapport à la même période de 2021) et s'élèvent à plus de 6,1 Mds USD.

Les entreprises vénézuéliennes se préparent à la réouverture de la frontière avec la Colombie.

Gustavo Petro a annoncé vouloir rouvrir la frontière entre la Colombie et le Venezuela à la suite d'un échange avec le gouvernement vénézuélien. Près de 35 entreprises proches de la frontière de Tachira sont ainsi en train de mettre à jour t leurs plateformes d'échange. La frontière a été partiellement fermée en 2015 après des affrontements entre des forces de sécurité vénézuéliennes et des civils. Le commerce entre les deux pays est ainsi passé de 7,2 Mds USD en 2008 à 221 MUSD en 2020 (-97%). Si les relations commerciales sont rétablies, le commerce pourrait atteindre jusqu'à 1,2 Mds USD cette année selon la Cavecol (chambre d'intégration économique colombo-vénézuélienne).



Indicateurs de la semaine



Chiffres du conflit armé en Colombie / Source : La Silla Vacía, depuis le rapport final de la Commission de la Vérité

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Pierre SENTENAC, Lucile MINIERE
Rédacteurs : Andrés PALACIOS, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Elsa INGRAND

Pour s'abonner : elsa.ingrand@dgtrésor.gouv.fr